

Toutes et tous, par la grève, censurons le gouvernement et les patrons!

Depuis un bon mois, c'est le patronat qui a fait le buzz en déclenchant une vague de licenciements sans précédent depuis 15 ans. Il a au moins 300 000 emplois dans son viseur, tout en menaçant d'en rajouter une centaine de milliers s'il venait à l'idée du gouvernement de rogner sur un seul des 150 milliards d'euros d'argent public qu'il touche chaque année.

Joutes parlementaires stériles... pour nous

Depuis la semaine dernière, les projecteurs se sont tournés vers l'Assemblée : 49.3 ou pas ? Barnier tombera ou tombera pas ? Le Rassemblement national joue au défenseur des pauvres en menaçant de censurer le gouvernement s'il augmentait la taxe sur l'électricité ? Mais à peine Barnier avait-il cédé que Marine Le Pen l'accusait d'aggraver le déficit ! Autrement dit, de ne pas nous faire les poches d'une autre manière, car elle s'est par ailleurs opposée à toute taxe sur les riches, les actionnaires ou les entreprises.

Le RN est en fait tiraillé entre la pression de sa base, qui voudrait bien retourner vite aux urnes pour dégager Macron et Barnier, et la volonté d'apparaître aux yeux de la bourgeoisie comme un parti « responsable », ennemi du « chaos » que les macronistes promettent en cas de censure du gouvernement. Or, même le PS et Hollande sont d'accord pour faire sauter le gouvernement. Le RN n'a donc pas intérêt à apparaître moins radical, quitte à reprocher tout et son contraire à un Barnier pourtant à plat ventre pour renchérir sur de nouvelles attaques contre les immigrés ou affirmer son soutien à la politique génocidaire de l'État israélien!

Quant à la gauche, elle promettait d'abroger la réforme des retraites en un jour de parlottes et un vote à l'Assemblée. Elle a finalement démontré que le tapis vert des institutions est aussi fort pour pondre des lois anti-ouvrières que pour censurer tout ce qui pourrait aller en sens inverse.

Le 5 décembre et après, à nous de jouer...

La colère monte depuis un mois dans la fonction publique contre le passage d'un à trois jours de carence en cas d'arrêt-maladie. Si l'attaque passe, nul doute que, parmi les travailleurs du privé, ceux qui sont aujourd'hui protégés de ces jours de carence en seront également la cible.

L'appel intersyndical à la grève du 5 décembre recueille un écho extrêmement favorable, et particulièrement dans l'Éducation nationale : beaucoup d'écoles seront fermées. Alors que le gouvernement Barnier pourrait finir à la poubelle avant les sapins de Noël, il s'agit pour tous les salariés du public de s'engouffrer dans la brèche.

Car, quel que soit le prochain Premier ministre, il mettra la même énergie à nous faire payer les dettes que les capitalistes ont fait contracter à l'État. Il mettra la même énergie à préserver les profits des patrons. Alors, le 12 décembre, les travailleurs du privé menacés de licenciement et les cheminots SNCF menacés de privatisation ont aussi intérêt à répondre en masse par la grève à leurs patrons.

... et de faire l'histoire ?

Les 5 et 12 décembre : c'est une fenêtre de tir qui s'ouvre pour tous les travailleurs. Si les grévistes trouvent à leurs côtés, dans les manifestations de rue, sur les piquets de grève, d'autres travailleurs du privé et du public en lutte venus les rencontrer, des liens utiles pour tous commenceront à se nouer dans la perspective d'une lutte d'ensemble.

Personne n'a digéré la retraite à 64 ans, mais si demain une lutte d'ensemble éclate, elle ne devra pas se contenter de primes de licenciement misérables, de la suppression des jours de carence ou de 0,5 % d'augmentation de salaire. C'est l'ensemble de nos revendications que nous devrons discuter entre nous, pour pouvoir les imposer finalement à nos adversaires!

Le bulletin "l'Étincelle" devient "Révolutionnaires" : un bulletin politique du NPA à destination des cheminots de Paris Sud-Est. Ce bulletin est le tien, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants. Merci de ne pas le jeter sur la voie publique.





NAO: +0.5 % et un mars

La direction a proposé 0,5% d'augmentation pour les NAO et justifie cette provocation en expliquant que l'inflation faiblit... Mais les prix ne baissent pas et le frigo reste toujours aussi vide. Même si des directions syndicales ont osé signé un accord pareil, rien n'est jamais figé : ce qu'on arrachera dépendra uniquement de notre détermination. Des embauches, des moyens ; titularisation des contrats précaires ; pas un salaire en dessous de 2 000 €!

1,3 milliard de bénéfices : de l'argent, il y en a !

Pendant que la direction nous crache dessus avec ces 0,5 % des NAO, on apprend que la boite a encore enregistré 1,3 milliard de bénéfices cette année en exploitant notre travail. Maintenant qu'on connaît le montant du pactole, à nous d'aller chercher notre dû.

Préparer la grève du 12 décembre

A PSE, nous étions une bonne partie en grève le 21 novembre dernier. C'est un début de mobilisation encourageant! Dès maintenant, il nous faut préparer le 12 décembre à passer la seconde, en allant chercher les collègues des autres secteurs, syndiqués ou non. Certains travailleurs du privé menacés de licenciement, comme Auchan, et des étudiants d'universités mobilisées, ont déjà annoncé qu'ils s'y joindraient. Avec les dates qui s'accumulent dans l'agenda, le rapport de forces pourrait bien tourner. Le meilleur moyen de faire plier le patronat, c'est de le contraindre par notre nombre.

Grève RATP à Saint-Ouen-l'aumone

Depuis un mois, plus de 80% des conducteurs de bus sont en grève au dépôt RATP de Saint-Ouenl'Aumône dans le Val-d'Oise. Comme partout, l'ouverture à la concurrence a été l'occasion de tirer les conditions de travail vers le bas : allongement de l'amplitude, réduction, voire suppression des pauses, temps de trajets intenables.... Cette fois, c'est Lacroix Savac à la manœuvre, mais Transdev, Keolis ou la RATP mènent les mêmes attaques, avec des rythmes plus ou moins rapides. Les patrons du transport sont sur la même longueur d'onde, alors nous, travailleurs, avons tout intérêt à l'être aussi et à être solidaire des collègues qui luttent.

La police toujours blanchie malgré ses violences pendant la réforme des retraites

Plus d'un an après, l'IGPN — protecteur officieux de la police — ne reconnaît aucune violence policière commise pendant les manifestations contre la réforme des retraites. Pourtant, la liste est longue des violences commises : un collègue cheminot éborgné, un photographe amputé d'un testicule, plusieurs manifestants témoignaient de nombreux hématomes, une lycéenne giflée, et du lacrymo en abondance. Ces violences n'ont pas été infligées toutes seules : derrière les grenades, matraques, gazeuses et boucliers, il y a bien des flics qui s'acharnent à nous mutiler...

Hors d'Afrique, les troupes françaises!

Le Tchad a demandé à l'armée française de quitter le pays. C'est le dernier en date des pays africains à prendre cette décision après le Mali, le Burkina Faso et le Niger. Si les décisions du président Déby comportent une bonne part d'opportunisme, il est incontestable que le retrait de la France suscite l'enthousiasme des peuples concernés, qui n'ont toujours pas digéré les décennies de féroce domination post-coloniale de l'impérialisme français. **Aujourd'hui ses troupes s'en vont. Bon débarras!**

En solidarité avec les peuples palestinien et libanais, manifestons le 7 décembre

Plus d'un an de massacres génocidaires contre la population de Gaza, avec plus de 42 000 morts. Deux mois de bombardements au Liban, qui ont fait au moins 2 800 morts. Et malgré l'annonce d'un cessez-le-feu, l'armée israélienne continue à frapper. En Cisjordanie, la politique de colonisation de l'État d'Israël s'accélère. Pour dire notre opposition à la politique guerrière de Netanyahou, amplifions la mobilisation. Soyons nombreuses et nombreux à manifester samedi 7 décembre à 14h à République.

🔲 @npa.revo

